L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS. SAMEDI MATIN, 13 MARS 1886. 59me Année

Dufour, Donnet & Cie.,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 13 MARS 1886.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Bourse d'Encan St-Charles.

PAR SPEAR & ESCOFFIER — Magnifique maison de résidence en briques, à 3 étages, pour famille, No 200 rue Bourgogne, entre Ste-Anne et Dumaine. Deux grandes maisons rue Dumaine, entre Royale et Bourbon.

PAR JAS P. O'NAULT—Jolie résidence de campagne, faisant face au fleuve à proximité de la ville. Maison double à étage en briques, rue de Chartres No 255.

PAR J. V. GOURDAIN—Cottage double confortable à un étage dans le Troisième District. No 137 rue Colombus.

PAR J. C. BODGSON—Coin Canal et St Charles—Une valeur de $30,000 en montres, diamants et autres bijouteries

Bourse d'Encan Arcade.

PAR LE SHERIF—Plusieurs terrains et bâtisses avec les améliorations qui s'y trouvent.

PAR LE MARSHAL DES ETATS-UNIS—Un certain lot de terre avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent situé dans le Premier District de cette ville.

PAR ALFRED BARNES, Constable, au No 284 rue Decatur—Un lot de souliers assortis pour hommes, femmes et enfants.

Les délégués des planteurs sucriers de la Louisiane devant le Congrès.

Bonne journée que celle de jeudi dernier, au Congrès de Washington, pour notre industrie sucrière, menacée, une fois de plus, d'une désastreuse réduction de tarif. MM. Warmoth, T. S. Wilkinson, H. McCall et Dymond, les dignes et actifs délégués des planteurs de la Louisiane, se présentaient devant le comité des Voies et Moyens et défendaient vaillamment, éloquemment, les intérêts de nos campagnes éternellement attaqués par les théoriciens incorrigibles du libre échange et les spéculateurs du Nord. Ils ont été chaleureusement soutenus par nos six représentants et nos deux sénateurs. Le comité attachait, évidemment, une grande importance à ce débat, puisqu'il était au grand complet et avait convoqué, à cette occasion, bon nombre d'industriels de Philadelphie et de New-York, ainsi que le ministre des îles Hawaïennes. La lutte a été chaude, mais nos délégués ont tenu tête à leurs interlocuteurs et trouvé réponse à toutes les objections qu'on leur opposait. C'est M. John Dymond qui a joué le premier rôle, attendu qu'il était chargé de porter la parole au nom de ses collègues. Il a fait un cours et brillant historique de l'industrie en Louisiane.

"Le sucre, a-t-il dit, est depuis longtemps, il est encore, il doit rester la principale production de l'Etat. Plus de la moitié de notre population en obtient ses moyens d'existence. Il fait vivre plus de cinq cent mille âmes et absorbe un capital qui dépasse cent millions de dollars. Il n'y a pas d'Etat dont la prospérité repose, comme dans le nôtre, sur une seule industrie ; il n'y en a pas dont le sol se prête aussi bien à une pareille culture."

Chiffres et faits en main, il a prouvé qu'avant comme après la guerre, l'industrie avait fait des progrès prodigieux. De 77,000 boucauts, dans la période de 1821 à 1841, elle s'était élevée à 297,462 boucauts, de 1851 à 1861—c'est-à-dire qu'elle avait quadruplé en 30 ans, tandis que la population n'avait que doublé.

Passons par dessus la guerre confédérée. L'industrie reprend en 1865, sans capitaux—ils avaient disparu; sans usines—on les avait incendiées; sans bâtisses, sans clôtures, sans levées—tout avait été détruit; avec des affranchis pour qui la liberté était synonime de fainéantise. On se remet à l'ouvrage. En cinq ans, les progrès sont immenses. De 18,070 boucauts, en 1865, on arrive à 144,880 boucauts, en 1870—c'est à dire qu'il y avait eu, en cinq années seulement, une augmentation de 800 pour cent.

C'était presque fabuleux. Si les choses avaient continué sur ce pied, on eût pu prévoir le jour où les Etats-Unis se suffiraient à eux mêmes et cesseraient de payer à l'étranger un tribut annuel de cent millions. Il fallait arrêter, ou tout au moins ralentir ces merveilleux progrès ; la Louisiane serait devenue trop prospère. Dès 1870, on y mit bon ordre ; on baissa d'un sou les droits d'entrée. C'en était assez pour faire péricliter l'industrie. Trois ou quatre ans après, on put assister à la banqueroute de deux tiers des maisons de commission de la Nouvelle-Orléans, à une baisse de 50, pour cent dans la valeur des propriétés, à la chute du crédit public et particulier. Quelle était la cause de cette ruine générale? Les mauvaises méthodes de culture, les procédés surannés, de fabrication! Non. Nous possédions les meilleures machines connues ; nous avions d'excellents travailleurs dans les champs, de très intelligents mécaniciens dans nos usines. Notre sol ne laissait rien à désirer ; il n'y en a nulle part de plus propre à la culture de la canne, et nous exploitions toutes les variétés connues de cette plante, mais les travailleurs que nous employions étaient libres; nous les payions largement, et l'on nous opposait la concurrence du travail des esclaves qui ne coûtent rien à leurs propriétaires. C'était au nom de l'humanité que l'on agissait ainsi ; c'étaient des abolitionnistes à tous crins qui nous réduisaient à la misère pour faire la fortune des propriétaires des noirs de Cuba.

On avait été insensible à notre détresse, on ne le fut pas au délicit qui se déclara dans le Trésor. Les financiers de bon sens, ceux que n'aveuglaient pas la haine du Sud et l'intérêt personnel, réclamèrent, à grandes cris, une hausse de 25 pour cent dans les droits d'entrée; aussitôt la production, qui était tombée à 80,000 tonnes, atteignit le chiffre de 125,000 tonnes, en 1882.

Nouvel embargo jeté alors sur l'industrie. Les droits tombent au-dessous de deux sous. De là, nouvelle hésitation des planteurs, nouvelle baisse dans la production. Néanmoins, on s'imagina, de bonne foi, que les réductions s'arrêteraient là ; on fit cette fortune bon cœur, on se remit à la besogne avec une ardeur véritablement héroïque. Jamais, croyons-nous, dans aucune industrie, on ne déploya tant d'habileté, tant d'énergie, tant d'esprit d'invention. Engrais, culture, semence, procédés, machines, on changea tout, on modifiera tout, on doubla la production manufacturière. A mesure que l'industrie progressait, les prix des produits baissaient. Une effroyable concurrence s'était élevée en Europe. Traqués, tout à la fois, par les producteurs des Antilles, de l'Allemagne, des îles Sandwich—car, dès 1875, on nous avait, comme à plaisir, suscité de nouveaux rivaux au fond du Pacifique—nous nous vîmes réduits à tirer de nos sucres, sur le marché, moins qu'ils ne nous coûtaient au sortir de nos habitations. A l'heure qu'il est, les produits des quelques milliondaires qui exploitent ces îles, envahissent non seulement les Etats du Pacifique, mais ils pénètrent à St Louis, à Kansas City, à Chicago ; ils s'imposent même sur la place de la Nouvelle-Orléans où il se vend 5000 tonnes, en face de nos propres sucres venus des propriétés environnantes, en face des usines de la levée, à deux pas de la Douane des Etats-Unis.

Et c'est dans une semblable situation que l'on songe à ratifier, avec le Mexique, un autre traité de soi-disant réciprocité, qui serait plus désastreux encore pour nous que celui des îles Hawaïi! Est-ce qu'on veut réduire à la misère toute une population d'hommes libres, de travailleurs libres, pour enrichir les exploiteurs des Péons de la République sœur et des coolies des îles Sandwich?

Ce n'est pas pour elle uniquement que réclame la Louisiane; elle se fait le champion des intérêts de la Californie, de l'Orégon, du Territoire de Washington, où la culture de la betterave promet de magnifiques résultats; elle se fait le champion du Kansas, des Etats de l'Ouest, où la culture du sorgho a d'étonnants succès; elle se fait le champion de tous les Etats qui, membres de l'Union comme elle, demandent, au même titre qu'elle et de préférence à l'étranger, le droit de fournir au pays les articles qu'il consomme.

Il n'y a pas de théorie économique qui tienne contre le devoir qui incombe à tout gouvernement de soutenir ses administrés, de faire vivre ses citoyens.

"Notre industrie, s'est écrié M. Dymond en terminant, est tout pour nous, est tout pour notre Etat. C'est notre grande, presque notre seule ressource, et nous vous prions de ne pas lui porter le dernier coup par une nouvelle réduction de tarif. Vous n'avez pas le droit de nous refuser les avantages que vous avez accordés, pendant tant d'années, à d'autres industries qui ne valent pas mieux que la nôtre, qui ne sont pas plus nationales que la nôtre, qui n'ont même jamais rapporté au trésor la moitié de ce que lui a toujours versé la nôtre."

Après M. Dymond, ceux qui ont le plus éloquemment parlé, qui semblent avoir exercé le plus d'influence sur les membres du comité, sont l'hon. M. Gay, un des premiers experts du pays en la matière, et l'ex-gouverneur Warmoth, qui a tant contribué, depuis quelques années, au perfectionnement des procédés de fabrication du sucre.

Nous le répétons—la journée a été bonne pour notre industrie, et si elle n'est pas condamnée d'avance et de parti-pris par des rivaux transformés en juges, elle sortira triomphante de la nouvelle épreuve. Ce n'est pas au moment où l'administration de Washington travaille à en favoriser l'essor, que le Congrès osera en prononcer la condamnation.

Pas de matinée à l'Opéra.

A cause des grandes répétitions de **"La Fille du Tambour Major"** il n'y aura pas de matinée aujourd'hui à l'Opéra. La pièce sera jouée Mardi prochain.

Le *Times-Democrat* d'hier a reçu la dépêche suivante:

Washington, 11 mars—M. Kendall se rendra au colonel St Martin pour demander une allocation en vue de la continuation par le gouvernement d'expériences de sérriculture et pour combattre la proposition du commissaire de l'Agriculture M. Coleman qui veut retirer les stations de Philadelphie et de la Nlle-Orléans et en établir une grande ici.

Philadelphie proteste contre le projet de centralisation de M. Coleman.

La bonne nouvelle de l'appui de l'honorable Samuel J. Randall, le protecteur des industries nationales le digne successeur d'Henry Clay, ne nous étonne pas. Le député de la Pennsylvanie est, par excellence, le homme politique des Etats-Unis le plus conséquent avec lui-même, le plus inébranlable dans ses principes. C'est à son magnifique talent à sa réputation d'homme de bien, à l'autorité qu'inspire dans toute l'Union, à son influence que les démocrates sont redevables du salut à la dernière élection présidentielle alors que les maladresses impardonnables des divagations et les rêves creux des faiseurs de parti avaient rendu le triomphe impossible.

Son concours sera précieux pour notre compatriote et ami, le représentant du premier district de la Louisiane au Congrès, l'honorable Lucien St Martin qui nous le temoigne de sonne certaine de temoins oculaires arrivés tout récemment de Washington consacrant son Etat natal tout ce qu'il a d'énergie et de cœur—et il en a beaucoup. Comme un ancien représentant du même district, ce Fabre La Salle, d'une fait pas de speeches mais il agit avec tact et constamment. Au nom de ceux dont il est le mandataire, nous le remercions de son zèle et de son dévouement.

Les progrès constants de l'industrie de la soie, aux Etats-Unis, méritent d'être signalés. Ainsi il a été importé dans l'Union, dans le courant du mois de décembre 1885, 6000 balles de soie brute, d'une valeur de $3,700,000 Ces chiffres indiquent que la matière première est de plus en plus recherchée pour les besoins des fabriques, dont le nombre augmente tous les jours et qui emploient plus de machines et plus de bras que jamais.

On calcule que l'on importera en 1886 le double de matière première qu'en 1881. La raison principale de cette augmentation, c'est que les machines nouvelles sont beaucoup plus puissantes que les anciennes et font beaucoup plus de besogne. Depuis deux ans il s'est fondé 10 à 12 fabriques dans la Pennsylvanie, elles sont admirablement outillées et produisent facilement. Sous ce rapport, le gain obtenu en 1885 sur 1884, est d'environ 25 pour cent celui de 1886 sur 1885 sera de 25 à 30 pour cent.

Les Etats-Unis deviennent rapidement, le centre de l'industrie de la soie ; ils laissent derrière eux Milan et Lyon, au grand étonnement, au grand regret de l'Europe, à la confusion surtout des retardataires, des routiniers, qui n'ont pas compris que la force des choses et surtout le progrès des machines devaient porter de notre côté toutes les activités de cette industrie.

La Pennsylvanie tire déjà de très gros bénéfices de ses fabriques de soie. Il existe des établissements dans presque chaque ville et chaque bourg de l'Est de cet Etat, au nord de Philadelphie. A Darby, il y a cinq filatures de soie ; dans la ville même de Philadelphie, il y a près d'une centaine de fabriques où l'on tisse la soie et les mélanges de soie. On y fait, depuis quelque temps, des velours, des étoffes pour toilettes, pour rideaux, pour meubles ; on y a ajouté également les rubans, les franges, la passementerie. Six mille ouvriers et ouvrières y sont employés.

La baisse récente de la soie brute a stimulé l'industrie, au lieu de l'arrêter, et elle fera de grands pas, cette année. Le seul danger à redouter, c'est le manque de la matière première; elle a diminué en Europe et, au Japon, elle ne peut suffire à la demande. Depuis trois mois, la hausse a été de 30 pour cent.

Nous donnons, comme d'ordinaire, la liste des nouvelles entreprises en projet ou en voie d'exécution dans les Etats du Sud, dans le mois de janvier dernier :

Maryland, 4 ; Virginie, 5 ; Virginie de l'Ouest, 4 ; Caroline du Nord, 15 ; Caroline du Sud, 5 ; Georgie, 17 ; Floride, 12, dont un hôtel, l'Hôtel Ponce de Léon, à St. Augustin, entreprise de $2,000,000 ; Alabama, 10, dont une compagnie de haut fourneaux, à Shedfield, au capital de $150,000 ; Mississippi, 6 ; Louisiane, 5, dont une compagnie pour la fabrication de la ramie à la Nouvelle-Orléans, au capital de $200,000 ; Tennessee, 21, dont un embranchement de chemin de fer de 30 milles, par une compagnie au capital de $300,000 ; Kentucky, 9, dont une compagnie d'éclairage au capital de $1,000,000, et une compagnie d'éclairage à Pinile au capital de $150,000 ; Texas, 5.

Il s'est opéré, aux Etats-Unis, des changements surprenants dans le commerce de la chaussure, par suite de la substitution de la machine au travail manuel.

Il y a vingt-cinq à trente ans, toute la fabrication de la chaussure, dans le Maine et le New Hampshire, se faisait dans les bois ou sur la côte, de Nahant à Cape Ann—en tout, 1000 ouvriers.

L'introduction de la machine date de 30 ans, tout au plus, et la fabrication a immédiatement émigré de la campagne dans la ville. Depuis ce temps là, Lynn a deux fois rebâti ses ateliers ; ils étaient d'abord en bois, ils sont maintenant en fer.

Aujourd'hui c'est dans l'Ouest que l'industrie se développe. Il y a là une armée de 60,000 ouvriers, et l'on y fait plus de souliers que dans la Nouvelle-Angleterre. A côté de ces travailleurs libres se trouvent ceux des prisons qui comptent pour un dixième dans la manufacture de gros.

Le Massachusetts expédie dans l'Ouest pour plus de $80,000,000 de souliers ; il est obligé de faire la concurrence à 100,000,000 de chaussures confectionnées sur place. Il a son armée de 50,000 ouvriers, qui mènent une lutte terrible contre celle de 60,000 de l'Ouest, armée qui s'élèvera, dans dix ans, à 100,000.

Il est intéressant d'étudier les statistiques publiées par l'Association Américaine de l'industrie du fer et de l'acier. On y remarque les étonnants progrès accomplis dans le Sud, depuis deux ans. Voici des chiffres bien instructifs à cet égard :

	1884 Tonnes	1885 Tonnes.
Maryland	27,342	17,298
Virginie	158,483	163,782
Car. du Nord	435	1,790
Géorgie	42,655	32,924
Alabama	189,664	227,438
Texas	5,140	1,823
Vir. de l'Ouest	53,231	69,007
Kentucky	46,052	37,553
Tennessee	134,597	161,199
Missouri	657,599	712,835

Il y a eu diminution de production dans le Maryland, la Géorgie, le Texas, le Kentucky, en 1885, mais accroissement dans la Virginie, la Caroline du Nord, l'Alabama, la Virginie de l'Ouest, et le Tennessee. De tous les Etats du Sud, celui qui a le plus brillant avenir comme producteur du fer brut, est l'Alabama. Ses hauts fourneaux sont de création toute récente et possèdent, par conséquent, le matériel le plus moderne, le plus perfectionné. Il lui est donc possible de fabriquer au plus bas prix possible. La plupart des forges de la Virginie, surtout celles qui se servent de charbon bitumineux et de coke, sont également modernes. Nous en dirons autant de celles du Tennessee.

Le fait le plus à noter est l'accroissement de production dans l'Alabama. De 189,664 tonnes, en 1884, cet Etat monte tout à coup à 227,438 tonnes, en 1885. Presque tout ce fer et ceux qui proviennent de la Virginie, trouvent un marché dans les Etats du Nord.

Sur un nombre total de 114 hauts fourneaux dans les Etats du Sud, il y en avait 53 en pleine activité, le 1er janvier dernier, sur 46 seulement, le 1er juillet précédent. Sur 37 qui existent en Virginie, 14 seulement fonctionnent à cette heure; sur 19 dans l'Alabama, 16 marchent et 10 sur 17 dans le Tennessee.

Le fer brut, en entrepôt dans le Sud et non vendu, s'élevait, le 1er janvier dernier, à 87,935 tonnes contre 127,936 non vendues, l'année d'auparavant. Ces 87,935 se divisent ainsi : 10,145 tonnes dans le Maryland, 31,913 ; dans la Virginie, la Caroline du Nord et la Géorgie ; 17,693, dans l'Alabama ; 4,300, dans la Virginie de l'Ouest ; 5,819, dans le Kentucky ; 18,667, dans le Tennessee.

La dépression dont souffre le commerce du monde, depuis longtemps, s'est fait sentir surtout dans celui du sucre. Voilà 14 à 15 mois que les prix sont en baisse constante. En Allemagne, on attribue le fait à l'excédant de production. Pour arrêter le mal, on n'a pas imaginé d'autre moyen que de restreindre la production.

Les statistiques ont prouvé qu'il n'y a eu, en 1885, que 815,312 acres cultivés en betterave, contre 1,200,000 en 1884—ce qui fait une diminution de 32 pour cent.

Cette diminution est encore augmentée, à cause des mauvaises saisons. On peut évaluer le déficit total à 47 pour cent sur la récolte de 1884.

Les exportations américaines ont dû profiter de la circonstance pour jeter tout sur de nouveaux marchés, que l'Allemagne va perdre ou qu'elle a déjà perdus. Il en a été de même dans les autres contrées de l'Europe, en présence du déficit de production, les bas prix et la sécheresse ont singulièrement réduit les approvisionnements.

On calcule que, dans les différents Etats du vieux monde, la réduction a été de 200,000 à 250,000 tonnes. De cette sorte que la récolte de la betterave a été diminuée de 700,000 à 800,000 tonnes en 1885. Cette mesure générale prise par les producteurs allemands qu'ont imités ceux de la France, de l'Autriche, de la Hongrie, de la Belgique, de la Hollande, fournit aux Américains une excellente occasion d'exporter leurs sucres sur des places où ils n'avaient pas encore pénétré, les marchés que s'approvisionnaient auparavant ceux dont les produits sont pour leur propre compte manqués.

Il faut avouer que les Américains avaient bien raison. Les prix n'ont augmenté que se sont élevés à 7 cents et demi la livre, et il est possible que le sucre de canne, se trouvant de plus en plus demandé, augmente encore de prix.

Journal des Débats

L'administration poursuit impitoyablement l'œuvre de spoliation qu'elle a entreprise dans ces établissements des Filles de Saint Joseph. Après le Conseil municipal, le conseil de surveillance de l'assistance publique, avait de voter "sans discussion" la dévolution du personnel des Enfants trouvés, et le préfet de la Seine a pris un arrêté qui détermine quel cette mesure aura son effet à partir du 1er avril. M. Nast, membre de ce conseil depuis plus de quinze ans, du conseil de l'Assistance publique, n'a pas cru qu'il lui fut permis de prêter son concours de son nom honoré à cette œuvre d'intolérance administrative et il donne ses démissions par la lettre suivante adressée au préfet de la Seine :

Paris, le 25 février 1886.

Monsieur le préfet,

L'œuvre scolaire des Enfants trouvés est menacée.

Sans qu'on ait songé à consulter au Conseil de surveillance la question de droit, sans même qu'on ait été visiter les services de cet hospice, la laïcisation de cet asile a été décrétée par des autres, à cette Votée sans discussion.

Des scènes, des intimidations, scènes choisies par les premières dont la famille leur était connue, se relevant que de leur autorité, vraiment conjointement ait pour but ces pauvres enfants.

Elles vont être congédiées.

Au premier personnel, remarquable sur son expérience, sa moralité, son dévouement, son désintéressement, son mérite, contre lequel jamais une plainte n'a été portée, va succéder un service improvisé, sans cohésion, personnel ordinaire des hospiaux dont la vénalité est un de graves défauts.

Le Conseil municipal, en acceptant le nouveau personnel, ne vient-il pas de signaler en même temps les hautes vertueuses de son zèle ?

L'ancien personnel connaît et veillait près des enfants.

Le nouveau va, en grande partie, habiter au dehors.

Ce changement impose aux finances si obérées de l'Assistance une première dépense de 45,000 fr. pour les logements, puis un supplément annuel de 32,000 fr. pour les gages ; soit 800,000 fr. de capital immobilisé.

Et cela au moment où elle manque de place, au moment où elle refuse chaque jour de nombreux malades.

Un fonctionnaire gratuit a le précieux privilège de ne relever que de sa conscience.

Une réforme lui paraît-elle compromettante pour la fortune des malheureux, funeste pour la vie de pauvres enfants abandonnés, il doit protester et, s'il n'est pas écouté, se retirer, laissant le public juge.

C'est ce que je suis contraint de faire, monsieur le préfet, en remettant entre vos mains la démission des différentes fonctions gratuites que je remplissais depuis plus de quinze ans.

Veuillez agréer, Monsieur le préfet, avec mon profond regret, l'assurance de ma considération distinguée.

NAST,

Membre du conseil de surveillance de l'Assistance publique, président du conseil de surveillance du Mont-de-Piété, membre de la commission de reconstitution des actes de l'état civil.

Le gouvernement italien a informé les légations étrangères que la conférence relative à la propriété industrielle, dont les travaux et les décisions intéressent si vivement toutes les chambres syndicales françaises, s'ouvrira à Rome le 29 avril prochain.

Les intérêts de la France seront énergiquement défendus, dans cette assemblée, par un fonctionnaire très distingué et très compétent, M. Nicolas, directeur du commerce intérieur.

En police correctionnelle :

—Accusé, vous n'avez pas de moyens d'existance !

L'accusé tire de sa poche un hareng saur.

—Eh bien ! Et ça, mon président, s'écrie-t-il.

Profonde stupéfaction du tribunal.

La République Française du 28 février:

Quiconque a étudié la question d'Orient, quiconque a vu et pratiqué le monde oriental, sait que la race supérieure, celle qui est appelée, de par ses qualités intellectuelles, son activité, son patriotisme, son sentiment des intérêts généraux, sa culture, à occuper, tôt ou tard, le premier rang partout où elle est en force, c'est la race hellénique. Il est commandé par l'intérêt même de la civilisation de favoriser, par dessus tout, le développement de cette population dans tous les centres qu'elle féconde de son labeur.

Ce n'est pas les sympathies plus ou moins sentimentales d'un philhellénisme littéraire et imaginatif qui nous inspirent ces vues ; c'est, tout au contraire, une appréciation très-exacte et très-nette des conditions en quelque sorte matérielles du progrès en Orient. Et c'est précisément à l'hellénisme, c'est-à-dire à l'héritier présomptif de la suprématie ottomane, à l'élément indigène et chrétien qui s'est le premier émancipé de l'influence toute-puissante de la Russie et qui est toujours placé à l'avant-garde du progrès libéral et constitutionnel, c'est à cette race dans laquelle les Etats parlementaires de l'Occident doivent voir une alliée naturelle, que l'Europe n'a cessé d'infliger ses rigueurs. Il y a là une maladresse dont nous allons à espérer que les puissances occidentales n'auront pas à expier les conséquences.

La Grèce, évidemment, aurait fait acte de folie en persistant à braver le mécontentement et peut-être l'intervention hostile des puissances. Elle se rend à la plus inéluctable des nécessités. Peut-être une politique prévoyante et sage fera-t-elle en dont certains nouvellistes qui prête l'intention à M. Gladstone, et une fois le petit royaume rendu dans le devoir, le député du concert européen sauvegardée et la paix du moment préservée, se préoccupera-t-on de redresser pacifiquement les griefs des Grecs, et de soumettre à une conférence la question de l'Epire et de la Crète.

Agir autrement, ce ne serait pas seulement donner une prime à la révolution violente en refusant à la Grèce pacifique ce que la Bulgarie et la Roumélie insurgées ont obtenu ; ce serait sacrifier l'avenir au présent et, sous prétexte de gagner quelques mois d'une trêve boiteuse et mal assise, préparer, à brève échéance, l'explosion d'un incendie qu'il serait difficile de limiter à la péninsule des Balkans.

L'article publié par M. Paul de Cassagnac en tête du second numéro de son nouveau journal *l'Autorité* montre bien ce qu'il y a au fond de la politique d'opposition inconstitutionnelle. Depuis plusieurs années, et en particulier au cours de la dernière période électorale, les monarchistes se sont prononcés avec autant de violence que d'injustice contre la politique coloniale. A les entendre, la France devait s'en désintéresser absolument et ne s'occuper que de la défense éventuelle du territoire. On ne pouvait en distraire, un regiment sans péril pour notre organisation militaire ; et lorsqu'il s'est agi récemment de faire honneur à la signature de la France dans l'extrême Orient, il ne s'est trouvé qu'un seul député monarchiste assez contagieux pour faire passer l'intérêt du pays avant ses rancunes d'homme de parti.

Aujourd'hui que les affaires du Tonkin et de Madagascar sont en voie de régler et que ce genre d'opposition ne sert plus à rien, l'Autorité nous apprend que "la droite n'est pas le moins du monde économe. L'adversaire de la politique coloniale, M. Paul de Cassagnac ajoute : Condamner la France à ne pas suivre l'exemple de toutes les grandes nations, ce serait pourtant par déjà les mêmes petites, terriblement cruelles que nous avons salées sur le territoire national, c'est méconnaître ses aspirations, ses besoins, et vouloir amoindrir son influence. Donc, il faut des colonies, mais de vraies colonies comme Madagascar, et non des marais pestilentiels comme le Tonkin."

Nous ne savons pas si les gradés du Conseil dont parle le chef du parti monarchiste ont l'habitude de avant de certains dans une cette étrangère ou sur un point situé plus que d'envoyer d'abord un commissaire à la gérantes pour examiner la parcelle de l'air. A ce compte, nous connaissons bien des Etats européens qui pourraient abandonner comme deux fabriques de pessimistes qui font leur force et leur richesse. Nous n'examinerons pas les avantages du Tonkin et Madagascar est fort sûr. Il nous suffit de constater que le journal indiquant tous les autres que le publiant, ajoute dans le "Il est vraiment bien que la dépense ait pour objet de faire disparaître la République, comme l'a appelé Gambetta, et qu'il faille bien déclarer la République compatible d'avec la France de la Grande-Bretagne."

Le *Temps* du 18 février a publié un article de M. Ed Scherer sur un ouvrage de M. Albert Sorel : "L'Europe et la Révolution française", nous en donnons la fin.

La Révolution française a été faite de majorité ou d'émancipation des peuples, ce qui ne veut pas nécessairement dire que les peuples fussent mûrs pour la situation dans laquelle ils allaient se trouver placés, mais ce qui signifie que, sûrtant persuadés qu'ils étaient les maîtres de leur destinée, ils le devaient par cela même. Il y a eu encore longtemps peut-être des monarchies, mais par une suite de l'habitude, et à titre précaire, en vertu d'une abdication tacite et temporaire des masses. La Révolution du siècle dernier, et c'est la ce qui en fait une si considérable chose, a été la manifestation soudaine d'un lent et profond travail des âges. Mais la manifestation seulement, ne l'oublions pas, l'apparition tout soudaine d'un résultat secrètement préparé, et, en réalité, "un moment dans le cours d'une transformation qui ne finira qu'avec l'humanité même. Aujourd'hui encore, après cent ans, les masses sont loin d'être arrivées à la pleine conscience du pouvoir dont l'idée démocratique les a investies. Une fois familiarisées avec la force dont elles sont armées, il faut s'attendre à les voir s'appliquer à modifier leurs conditions matérielles d'existence, car le bien-être, en somme, restera toujours le principal mobile des actions humaines. Nous assisterons, selon toute probabilité, à des développements assez imprévus du principe égalitaire, et il n'est pas impossible qu'une révolution économique suive la révolution politique, et, comme celle-ci, commence par couvrir le sol de ruines. Les peuples, en effet, ne s'arrêtent guère avant de s'être instruits à l'école de la souffrance. Semblables aux individus, ils n'apprennent qu'à leurs dépens. La société européenne semble destinée à pousser dans la voie de logique étroite et superficielle où elle est entrée, jusqu'à ce que cette logique se brise contre les inégalités de force et de valeur qui distinguent les hommes, contre les instincts et les besoins qui créent la propriété individuelle, contre la nécessité enfin qui s'impose à la société même de s'organiser pour vivre, et d'accepter les subordinations pour s'organiser. Alors, mais alors seulement, et après que le grand soulèvement des couches inférieures auquel nous assistons aura achevé de faire éclater les formations séculaires que nous nous sommes habitués à regarder comme la création même de Dieu, alors peut-être l'humanité revêtira-t-elle à la hiérarchie des fonctions, et à la conciliation des sentiments de fraternité et de solidarité avec la liberté du développement individuel. Cela, notre génération ne le verra pas ; ce que nous verrons, en revanche, ce que nous voyons dès aujourd'hui, ce sont les convulsions du sol que nous avions longtemps foulé en paix ; ce que nous entendons, ce sont les craquements des systèmes que nous regardions comme le dernier mot de la civilisation ; les ruines qui nous enjoignent sont celles d'un monde, et il ne faut pas s'étonner si le spectacle est plein de trouble et d'obscurité.

Le nombre des engagements volontaires à recevoir, en France, pendant l'année 1886 est fixé ainsi qu'il suit par le ministre de la guerre :

40 hommes pour chaque régiment d'infanterie ; 20 par bataillon de chasseurs à pied ; 40 pour les sapeurs-pompiers de Paris ; 50 par régiment de cavalerie ; 100 pour les chasseurs d'Afrique ; 45 pour chaque régiment d'artillerie ; 180 pour les quatre régiments du génie ; 10 pour le train des équipages.

Les engagements pour les trois régiments de zouaves seront reçus en nombre illimité.

Le ministère de la marine de France a publié, récemment, la statistique des pêches maritimes en 1884.

Pendant le cours de cette année, 87,170 hommes, montant 23,029 bateaux, se sont livrés à la pêche, 346 bateaux-pêcheurs italiens, montés par 1,098 hommes, sont venus exercer leur industrie sur les côtes de l'arrondissement maritime de Toulon.

Ces chiffres, comparés à ceux de 1883, font ressortir, pour la pêche en bâteau, une augmentation, en 1884, de 4,855 hommes et de 1,607 bateaux.

La valeur en argent des produits obtenus s'élève à la somme de 88 millions de francs et présente une diminution de 19 millions sur l'année précédente. Cette diminution affecte particulièrement les pêches de la morue, du hareng et de la sardine et résulte du cours des ventes, qui ont été difficiles par suite de l'épidémie cholérique.

La pêche de la morue (Islande et Terre-Neuve), du maquereau, du hareng, des anchois, a augmenté, en 1884, de 16 millions et demi de kilog.

On remarque également une augmentation de 75,844 hectol. de coquillages, 214,344 crustacés, 256,000 kil. de crevettes ; par contre, une diminution de 736 millions de sardines ; plus de 38 millions d'huîtres, 97,371 hectol. de moules.

En Algérie, la pêche à pied est peu pratiquée. La pêche en bateau a subi une diminution, en 1884, qui tient à l'épuisement des bancs de corail et à la découverte de bancs semblables en Sicile où les corailleurs italiens se rendent maintenant au lieu de venir sur le littoral algérien.

☞ Voir l'annonce de M. Charles F. Gonthier marchand tailleur, rue Carondelet, No 44, entre Gravier et Union.

Décédée à minuit, à l'âge de 43 ans, PAR FAITE FERNANDEZ, épouse de J. A. LA ROSE. Les amis et connaissances des familles Fernandez Larose, De Ben et Charbonnet sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu aujourd'hui à 4 heures et demie de l'après midi. Le convoi partira de la maison mortuaire 257 rue du Chartres.

Décédée hier matin le 12 mars à 5 heures moins 10 minutes, ANN MOORE épouse de Baptiste Lafrade native de Sheffield Angleterre âgée de 59 ans. Les parents amis et connaissances de la famille ainsi que les officiers et membres de la loge St Andre No 5 sont invités à ses funérailles qui auront lieu aujourd'hui le 13 de mars, à 4 heures précises. Le convoi partira de la maison mortuaire No 14 rue Espagne.

Les journaux de Sheffield Angleterre sont priés de reproduire cet avis.

R. I. STANDRE No 5.

Il a plu au G. A. de l'Univers de rappeler à sa Loge de ANN MOORE âgée de 59 ans native de Sheffield Angleterre épouse de S. I. F. B. Lafrade. Les membres composant ce Resp. Atelier sont priés d'assister aux funérailles qui auront lieu aujourd'hui à 4 heures précises. Le convoi partira de sa dernière résidence No 14 rue Espagne.

Par ordre du V.

JULES CHERNAID.

PICKWICK CLUB BUILDING,
No 140 rue du Canal.
B. TREMOULET
Vend en gros et en détail VINS et LIQUEURS de toutes sortes. Consommation de famille.
Livraison à domicile 8 nov 1an PP

Grocerie à vendre.
A vendre pour cause de départ une grocerie et buvette bien achalandée et située dans un quartier central du Second District. S'adresser à M. JAMINET, 115 Passage de la Union.
Limites St PP

SEMENCES DE RIZ.
Un petit lot de premier choix de
SEMENCES DE RIZ
dans de nos entrepôts ... sont à vendre bon marché ... s'adresser à
BARKLEY THOMSON & CIE
Quays Levee 37 North Peters st.

SEMENCE DE RIZ IMPORTÉE.
Premier rapport en terre nouvelle
Garantie exempte de faux-riz
A vendre par
ERNST & CO.,
Coin Julie et Magazine.
1mp 7 F

HONDURAS SEED.
CAROLINA SEED.
... de pur de semence de Honduras ... de semence de la Caroline ... quantité ... 8 Sts Jul
et 110 rue Magazine
coin Commerce

Bandages, Herniaires, Bretelles, Suspensoirs pour l'abdomen, Béquilles, Jambes et Bras Artificiels, Etc.
Faits sur commande et ajustés par
A. McDERMOTT.
147 rue Canal, Nouvelle-Orléans.
N. B. Chaque instrument est garanti de donner satisfaction sous tous les rapports
24 fev—1an

LA BOTTE ROUGE !
— A L'ENSEIGNE DE LA —
"BOTTE ROUGE,"
Angle des rues Ursulines & Dauphine
BOTTES, SOULIERS,
ET BOTTINES, A BON MARCHÉ.
GEORGE WAGNER.
10 jan—3m—Sam. Dim. Mer

LA MAISON
Anciennement établie de
Louis Grunewald,
127 rue du Canal, et de 18 à 22 rue Baronne.

Annonce respectueusement à ses clients qu'elle a récemment fait des réductions considérables dans les prix de ses célèbres pianos et orgues, afin d'en faciliter l'achat aux acquéreurs les plus économes ; et, avec l'espoir d'en beaucoup vendre, elle a conclu des engagements les plus favorables avec les premiers fabricants du monde, la mettant à même d'offrir des marchés au public, comme rarement il s'en présente. La maison possède dans le moment un vaste assortiment de tous les genres favoris de pianos renommés dans le monde entier, STEINWAY, PLEYEL, KNABE, HERR, SOHMER, FISCHER, PEASE et les meilleures orgues telles que PLOUGH-WARREN, SCHONINGER. Elle a aussi plus de cent pianos d'occasion, de tous les fabricants, qui seront vendus à moitié de leur valeur pour du comptant ou payable mensuellement, afin de faire place pour les nouveaux pianos attendus.
MUSIQUE en feuilles et INSTRUMENTS de MUSIQUE de tous genres, un grand assortiment et aux prix les plus modiques.
CAMIRMS, LYRES de musique et tout ce qui est du genre. Soyez